

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/La-France-contrainte-d-affronter-sa-dette>

La France contrainte d'affronter sa dette

- Empire et Résistance - Union Européenne - France -

Date de mise en ligne : mercredi 14 décembre 2005

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par Cyrille Lachèvre

[Le Figaro](#). Paris, 14 décembre 2005.

L'ampleur de la dette française que révélera le rapport Pébereau rendu public aujourd'hui devrait inciter le gouvernement à élaborer une loi quinquennale de maîtrise des finances publiques. Un traitement de choc pour un enjeu de taille : la dette française est passée de 90 milliards d'euros en 1980 à plus de 1 100 milliards aujourd'hui.

C'est un rapport qui peut faire « boom » mais qui peut aussi faire « pschitt ». Installée en juillet par le ministre de l'Economie et des Finances, Thierry Breton, la mission Pébereau doit publier aujourd'hui ses conclusions sur la dette publique française. Composé d'une vingtaine de personnalités de tous bords issues du monde politique, industriel, universitaire ou syndical, le groupe de travail dirigé d'une main de fer par le président du conseil d'administration de BNP Paribas avait pour mission de « définir les orientations nécessaires pour assurer le redressement des finances publiques » de la France.

La principale conclusion pratique de ce rapport devrait être l'élaboration, par le gouvernement, d'une loi quinquennale de maîtrise des dépenses publiques, gravant dans le marbre des objectifs précis d'assainissement des finances chaque année pour rétablir l'équilibre budgétaire à horizon 5 ans. Le principe de cette loi, révélée par Les Echos hier, pourrait être annoncé dès aujourd'hui par le premier ministre (lire ci-dessous). Un traitement de choc pour un enjeu de taille : la dette française est passée de 90 milliards d'euros en 1980 à plus de 1 100 milliards aujourd'hui. Ramenée en pourcentage du PIB, elle s'est envolée de 20% en 1980 à plus de 66% aujourd'hui, avec une nette accélération au cours des dernières années. Et encore il s'agit uniquement de la dette avérée, contractée auprès des marchés financiers.

Engagements hors bilan

Car le rapport Pébereau reviendra aussi sur le montant des « engagements hors bilan » de la France, tels que les retraites des fonctionnaires qui représentent une charge comprise entre 450 et 900 milliards d'euros selon les hypothèses retenues.

L'objectif est de faire un inventaire complet du passif de la France en prenant soin, toutefois, de ne pas sombrer dans l'alarmisme comme l'avaient pourtant souhaité au début certains membres de la commission adeptes des traitements de choc. « Il ne faut pas s'attendre à des révélations spectaculaires sur les finances de la France », souligne-t-on du côté de Bercy, arguant du fait que tout est déjà connu, de longue date. La vraie nouveauté, c'est que « pour la première fois, le sujet est mis sur la table en tête de liste de nos priorités ».

Selon un membre de la mission, « l'intérêt de parler de l'ensemble des dettes et en particulier des engagements futurs de la France, c'est de montrer aux Français l'ampleur de ce qu'il faut payer aujourd'hui et de ce qu'ils devront payer demain si aucune réforme structurelle n'est décidée en matière de retraites ou d'évolution du périmètre de l'Etat ».

Trois préconisations

Voilà pourquoi, plutôt que de s'attacher au bilan, la mission Pébereau a été invitée par Thierry Breton à muscler la dernière partie de son rapport, celle des préconisations. Elles seront de trois ordres : renforcer la croissance pour réduire la charge de la dette. Poursuivre l'assainissement budgétaire en s'orientant vers une norme de « zéro progression » des dépenses publiques en valeur. Ce qui passe par une baisse drastique des dépenses de

fonctionnement et une réforme substantielle de l'Etat, à l'image de ce qu'ont fait, avec succès, certains autres pays. Enfin, le gouvernement sera invité à accélérer les cessions d'actifs non stratégiques. Autant d'objectifs ambitieux. Et très politiques.

Car, si pour Michel Pébereau et les membres de sa mission l'objectif a toujours été de réaliser un rapport académique de référence, l'ambition de Thierry Breton est d'en faire une arme de politique économique, voire, tout simplement, de politique. La question est de savoir jusqu'où le gouvernement est prêt à le suivre.

Le ministre de l'Economie joue gros dans cette partie. Après avoir une première fois indiqué, lors de sa prise de fonctions, que la « France vivait au-dessus de ses moyens » il s'était vu reprocher de ne pas mettre en pratique ce langage de vérité dans son budget pour 2006.

Avec la publication du rapport Pébereau, il s'offre une seconde chance de le faire. Mais s'il n'est pas suivi par le premier ministre, le rapport restera lettre morte.